Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-123** **15/02/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 26

Objet : Appel à candidatures: 26 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chef du service « Affaires européennes et internationales » - mission d'expert de haut niveau (H/F) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent titulaire d'un CDI) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 4 mars 2018.

- 1 poste de chef de pôle réseaux (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent titulaire d'un CDI) à Montpellier (34).

Date limite de candidature : 4 mars 2018.

- 1 poste de chargé de la conception, du développement et de l'intégration d'applications (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent titulaire d'un CDI) à Montpellier (34).

Date limite de candidature : 4 mars 2018.

- 1 poste de chargé de mission Qualité des données de surveillance (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 4 mars 2018.

- 1 poste de chargé de gestion administrative et financière (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent titulaire d'un CDI) à Vincennes (94) ou à Montpellier (34).

Date limite de candidature : 4 mars 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste de directeur de projets de recherche et chef d'unité VIPAC (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Ploufragan (22).

Date limite de candidature : 1er mars 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 2 mars 2018.

- 1 poste de responsable administratif, financier et technique (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Angers (49).

Date limite de candidature : 1er mars 2018.

- 1 poste de chargé de projet de recherche zoonoses bactériennes (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 28 février 2018.

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique – Toxicologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 28 février 2018.

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique – Pesticides (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 28 février 2018.

- 1 poste de technicien en gestion des AMM (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 2 mars 2018.

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises / Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Russie à compétence régionale (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Moscou.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite à compétence régionale sur les pays du CCEAG (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Riyad.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Turquie à compétence régionale (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Ankara.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles pour les pays de l'ASEAN (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Singapour.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Algérie (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Alger.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste d'adjoint à la conseillère pour les affaires agricoles au Liban avec compétence régionale sur les pays du Proche Orient (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Beyrouth.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste d'adjoint au conseiller pour les affaires agricoles au Japon à compétence régionale (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Tokyo.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

- 1 poste d'adjoint au conseiller pour les affaires agricoles au Brésil à compétence régionale (H/F) (titulaire de catégorie A / A+) à Brasilia.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) :

- 1 poste d'expert « pêche » auprès de la Présidence autrichienne de l'Union européenne (H/F) (titulaire de catégorie A+) à Bruxelles.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de délégué interrégional Outre-mer (H/F) (titulaire de catégorie A confirmé / A+) à Paris (75017) ou à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 15 mars 2018.

- 1 poste de conservateur de la Réserve nationale de chasse et de faune sauvage du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny (H/F) (titulaire de catégorie A) à Giffaumont (51).

Date limite de candidature : 28 février 2018.

Parc national des Calanques :

- 1 poste de chargé de mission en police judiciaire – contrôles terre / mer (H/F) (titulaire de catégorie A ou B+) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 23 mars 2018.

- 1 poste d'assistante administrative chargée de la gestion des autorisations au titre de la réglementation spéciale en cœur de Parc (H/F) (titulaire de catégorie B ou C expérimenté) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 8 mars 2018.

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne / Service Agricole :

- 1 poste de délégué adjoint pour les affaires agricoles européennes (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou A) à Bruxelles.

Date limite de candidature : 19 mars 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chef du service « Affaires européennes et internationales » - mission d'expert de haut niveau (h/f)**
Affectation :	Direction de l'appui aux politiques publiques / Département des stratégies nationales et européennes / Service des affaires européennes et internationales
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef de département « Stratégies nationales, européennes et internationales »
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la transition écologique et de la solidarité (MTES) qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.
En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Elle est opératrice et animatrice de sites Natura 2000 en mer. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.
Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
L'AFB peut mener des actions en Nouvelle-Calédonie et dans ses provinces, ainsi que dans les îles Wallis et Futuna, à la demande de ces collectivités. Le choix, l'organisation et la mise en œuvre de ces actions sont prévus par convention entre les parties.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La direction de l'Appui aux politiques publiques apporte un appui à la conception, l'animation et l'évaluation des politiques publiques de la biodiversité, de l'eau et des milieux marins. Son action porte sur la connaissance, la surveillance, la gestion et la diffusion des données, l'appui à l'élaboration et au suivi des politiques publiques et de stratégies telles que la SNB, la protection et la gestion des milieux marins et l'action internationale.

Au sein du département des stratégies nationales, européennes et internationales, le service des affaires européennes et internationales a les missions suivantes :

- l'appui aux services de l'État pour le développement, la négociation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et directives européennes dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et des milieux marins ;

- l'appui aux services de l'État pour la négociation et la mise en œuvre des conventions transfrontalières, régionales et internationales, ainsi que pour l'évaluation de la contribution de la France à ces conventions ;
- le renforcement de la présence française en Europe et à l'International, le développement de partenariats, l'inscription dans les réseaux et initiatives structurantes ;
- le développement de projets et renforcement de capacités pour la coopération européenne et internationale.
- Ces missions s'appuient sur la mobilisation d'une expertise interne et externe à l'AFB.

Description du poste

Mission :

- Le chef de service « Affaires européennes et internationales » est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie de l'AFB en matière d'affaires européennes et internationales et de la gestion du service associé. Il définit et coordonne l'action de l'AFB en Europe et à l'International, en lien avec les correspondants Europe et International des autres directions.

- En outre, le chef de service exerce une mission d'expert de haut niveau capable de se positionner dans des arènes de négociations internationales, en appui aux Ministères, sur l'une des thématiques suivantes : les océans, la biodiversité ou le changement climatique. Cette mission est exercée auprès du directeur de l'appui aux politiques publiques (rattachement fonctionnel) et occupe environ 25% du temps de travail du chef de service.

Activités principales :

Animer et coordonner le service et notamment :
- Organiser le travail d'équipe ;
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie du département et au contrat d'objectif de l'établissement, en lien avec toutes les directions et départements concernés ;
- Entretenir des relations étroites avec les services centraux du MTES et avec les autres acteurs (AFD, Agences de l'eau, FFEM, MAE, etc.), dans le cadre de l'exercice des missions du service et de la construction de son programme de travail ;
- Mettre en œuvre les priorités du service, en fonctionnement transversal avec les entités de l'AFB concernées (directions métier, directions régionales et inter-régionales, direction de la communication, etc.) et en mobilisant les agents rattachés fonctionnellement au service, et en rendre compte au chef de département ;
- Développer l'activité du service selon les besoins des services de l'État et la stratégie de l'établissement ;
- Représenter l'AFB auprès de partenaires dans le champ de compétences du service ;
- coordonner la stratégie d'appui de l'AFB à l'État dans la relation avec les principales conventions internationales dans le domaine de compétence de l'AFB, à commencer par la CDB ;
- coordonner la stratégie de partenariat avec les acteurs du grand international (UICN, etc.).

Dans le cadre de sa mission d'expert de haut niveau :
- coordonner l'action de l'AFB en matière internationale dans le domaine des océans, de la biodiversité ou du changement climatique, tant vis-à-vis des organisations et conventions internationales qu'en matière de partenariat ;
- représenter l'AFB dans les réunions internationales et contribuer à la délégation française lors de ces évènements.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Service Appui aux stratégies nationales (SNB)
- Département des milieux marins (stratégies et politiques marines, DCSMM)
- Département des systèmes d'observation et de la donnée (évaluation)
- Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
- Secrétariat général

Relations externes :
- MTES/DGALN/DEB et MTES/DAEI, MESR, MEAE
- Partenaires européens et internationaux
- AFD, FFEM

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A/A+ justifiant d'une expérience concrète des relations internationales dans un cadre bilatéral, européen ou multilatéral.
Excellente connaissance du cadre international de la gouvernance des océans, de la biodiversité ou du changement climatique, acteurs du domaine.
Expertise reconnue sur l'une des thématiques du poste : océans, biodiversité ou changement climatique.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Politiques européennes et internationales de l'eau, de la biodiversité et du milieu marin
- Institutions européennes et conventions régionales et internationales
- Expertise reconnue sur l'une des thématiques du poste
- Cadre international de la gouvernance des océans, de la biodiversité ou du changement climatique, acteurs du domaine
- Autre langue européenne souhaitée

Savoir-faire opérationnel :
- Animer une équipe, travailler en mode projet et contribuer à des réseaux d'acteurs
- Concevoir et déployer une stratégie
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés en contexte multiculturel
- Gérer un budget
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Communiquer à l'écrit et à l'oral en français et en anglais
- Travailler en temps contraint
- Anglais professionnel de très bon niveau

Savoir-être professionnel :
- Diplomate
- Dynamique
- Organisé
- Sociable
- Stratège

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/AEI/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 mars 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de Pôle Réseaux (h/f)**
Affectation :	Département systèmes d'information – Service utilisateur et réseaux
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la cheffe de service
Résidence administrative :	Montpellier (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseaux assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste

Mission :
Au sein du Département des Systèmes d'Informations (35p), composée d'un service « projets, études et développement », d'un service utilisateur et réseaux :

- piloter le pôle « réseaux » et assurez le management d'une équipe de 4 agents .
- mettre en œuvre et maintenir les infrastructures centrales et de télécommunication du système d'information de manière à répondre à la stratégie générale de développement des systèmes d'information et de développement numérique.
- gérer la mise en œuvre et les évolutions du socle technique (serveurs, sécurité, télécoms) du système d'information de manière à apporter la meilleure qualité de service aux utilisateurs finaux ;

- contrôler la sécurité, les performances, les coûts associées aux activités, et assurer le respect des objectifs et engagements du Pôle Réseaux.

- être le partenaire des autres services du DSI pour fournir des solutions techniques adaptées aux besoins ;
- être partie prenante de l'équipe de direction du DSI et participer, à ce titre, aux réflexions stratégiques concernant notamment la mutualisation, le schéma directeur.

Activités principales :

- Pilotage des activités de conception, d'administration, de mise en œuvre et de maintenance de l'architecture technique du système d'information : infrastructures serveurs et réseaux de télécommunications.
- Finalisation de la conception et mise en œuvre des évolutions structurantes en matière d'architectures techniques
- Pilotage de la construction du réseau d'interconnexion fibre ou autre des sites (150 sites)
- Gestion de la sécurité, firewall, sécurité des données, sauvegardes, PCI,
- Soutien actif aux services du DSI et de structure pour répondre aux besoins en termes d'infrastructures
- Pilotage du budget et des marchés du service

Gestion des contrats de maintenance matériel et logiciel
- Apprécier la conformité des prestations au regard du cahier des charges et des prescriptions techniques.
- Suivre les prestations externes (suivi technique, transfert de compétences, rédaction de documentation).
- Négocier avec les entreprises et prestataires de services si nécessaire et établir les avenants de travaux.
- Passer des commandes de matériel, de logiciels et de prestations de services.
- Identifier et planifier les besoins.
- Participer aux procédures des marchés publics.
- Participer à la rédaction de cahiers des charges techniques.

Relations liées au poste

Relations internes
- Direction Métiers
- Tout agent AFB

Relations externes
- Opérateurs de l'AFB
- Prestataires

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A, de niveau minimum Bac+3 et justifiant de 3 ans d'expérience dans l'administration de réseaux et interconnexion de sites et la gestion de la sécurité des accès et des données.

La connaissance des marchés publics et des appels d'offres est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Compétences techniques avérées sur les environnements systèmes, virtualisation et Cloud
- Linux, Microsoft, Windows server.
- Administration de réseaux et interconnexion de sites
- Gestion de la sécurité des accès et des données
- Gestion et suivi des référentiels de sécurité
- Connaissance des marchés publics et des appels d'offres

Savoir-faire opérationnel
- Savoir analyser le dysfonctionnement du SI
- Maîtriser les méthodes de communication
- Maîtriser la conduite de projets
- Savoir assurer la qualité de service
- Savoir gérer la sécurité informatique et gérer un plan d'action
- Savoir organiser et anticiper

Savoir-être professionnel
- Aptitude quant à l'animation d'une équipe
- Grande rigueur professionnelle et réactivité
- Aptitude au travail en équipe
- Qualités relationnelles

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/RESEAUX/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 mars 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de la conception, du développement et de l'intégration d'applications (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général – Département systèmes d'information - Service « Projets, études et développement »
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de service projets, études et développement
Résidence administrative :	Montpellier (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le service Projets, études et développement assure la maîtrise d'ouvrage technique informatique en appui à la conduite de projets SI en interface avec les métiers et partenaires.

Description du poste

Mission :

- concevoir, développer et intégrer des applications
- conduire des projets informatiques

Activités principales :

Conception, développement et intégration d'applications :

- Développer des applications : Mettre en place des procédures d'intégration de données, d'automatisation de traitements (plugins, applications web …)
- Modéliser des sites sous le cms Drupal avec écritures de modules php complémentaires et/ou intègre les composants web nécessaires

- Modéliser des environnements sous la Ged Alfresco et/ou avec des composants SIG
- Développer des outils pour des besoins spécifiques

Conduite de projets :

- Planifier la réalisation du projet et l'utilisation des ressources
- Définir et coordonner la mise en œuvre des aspects techniques du projet
- Contribuer à l'instruction des dossiers d'arbitrages techniques
- Organiser le recours aux prestataires externes et conduire les appels d'offres techniques
-Contribuer aux expertises techniques au niveau informatique et SIG (Systèmes d'Information Géographique)

Relations liées au poste

Relations internes
- Direction Métiers
- Tout agent AFB

Relations externes
- Opérateurs de l'AFB
- Prestataires

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A et justifiant impérativement de 5 ans d'expérience dans le développement Web et PHP ainsi qu'une connaissance en conduite de projets.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des systèmes d'exploitation Linux (Red Hat, Debian) et Windows
- Langages informatiques principalement PHP, javascript
- Bases de données

Savoir-faire opérationnel
- Piloter un projet, de son lancement à son déploiement généralisé
- Savoir rendre compte du bon avancement des projets informatiques, selon les trois critères qualité, coût et délai
- Maîtriser la conception, la modélisation et l'architecture des applications du système d'information
- Maîtriser des outils logiciels de gestion de projet
- Capacité d'analyse
- Capacité à négocier

Savoir-être professionnel
- Sens de l'écoute et du service
- Autonomie et responsabilité
- Rigueur et pragmatisme

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/CDIA/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 mars 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire ou à défaut un contractuel

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission Qualité des données de surveillance (h/f)**
Affectation :	Direction appui aux politiques publiques – Département des systèmes d'observation et de données – Service surveillance et observation (SURO)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service surveillance et observation
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le service de la surveillance et de l'observation (14 agents) a en charge la conception et la mise en place des dispositifs d'observation et de surveillance pour les milieux aquatiques et terrestres et assure la maîtrise d'ouvrage d'applications de gestion des données collectées. Il participe à la conception et au transfert du référentiel méthodologique aux acteurs concernés. Il appuie le ministère chargé de l'environnement pour la conception et la mise à jour du dispositif de surveillance DCE. Il pilote les missions techniques de surveillance des directions régionales. Il instruit les agréments des laboratoires.

Description du poste

Mission :

Le chargé de mission mène les travaux contribuant à la mise en qualité des données de surveillance sur l'eau, les milieux aquatiques, marins et la biodiversité pour répondre aux exigences de la réglementation et des directives européennes sur l'eau, les milieux marins, et la biodiversité.
En ce sens, le titulaire met en œuvre le dispositif de l'agrément des laboratoires et pilote les actions relatives à la qualité du laboratoire national de référence AQUAREF. Il est également responsable, au sein de l'AFB, de la démarche d'accréditation de l'établissement sur le recueil de données conformément aux normes en vigueur. Enfin, le titulaire contribue à la démarche qualité de l'établissement et des systèmes d'information concernés.

Activités principales :

1/ Mettre en œuvre le dispositif de l'agrément des laboratoires et participer à son évolution :
- Instruire les demandes d'agrément pour le compte du ministère en charge de l'écologie, en collaboration avec le Cofrac (près de 200 demandes par an),
- Etre responsable du site internet, Labeau, qui permet à un laboratoire de déposer une demande d'agrément et de consulter les laboratoires agréés : être garant de la cohérence des fonctionnalités du site avec les évolutions de l'agrément en faisant évoluer le site le cas échéant
- Assurer un appui technique auprès des laboratoires et des donneurs d'ordre (agences de l'eau, etc.)
- Appuyer le ministère sur l'évolution des textes réglementaires relatifs à l'agrément et aux méthodes et protocoles pour la surveillance

2/ Assurer la programmation, le pilotage et le suivi budgétaire des actions du programme du laboratoire national de référence Aquaref relevant :
- de l'appui aux politiques publiques
- de l'amélioration des opérations d'échantillonnage et de la mise en œuvre des recommandations associées (participation à la rédaction de guide ministériel...),
- de l'amélioration de la qualité des données (outils pour tracer la qualité et contrôles qualité des bases de données).

3/ Etre responsable de la mise en œuvre à l'AFB de l'accréditation de la production de données ichtyofaune :
- Contribuer à l'étude de faisabilité menée par le Cofrac, étape préalable à l'ouverture d'une ligne d'accréditation
- Animer l'harmonisation des pratiques de l'AFB autour des documents de référence du domaine et assoir le rôle de l'agence en tant qu'établissement technique de référence établissant les protocoles
- Définir la démarche qualité à mettre en œuvre qui s'appuie sur un site pilote et la déployer à l'aide d'un consultant choisi suite à un appel d'offre à constituer.

4/ Accompagner, sur le plan de la qualité, la mise en place d'un dispositif de surveillance de la biodiversité terrestre

5/ Contribuer à la démarche qualité de l'établissement et des systèmes d'information concernés
- contribue aux réflexions pour la définition et l'évolution des référentiels « qualité » des systèmes d'information métiers pour la collecte et la gestion des données de suivi, et des systèmes d'information fédérateurs sur l'eau (SIE), les milieux marins (SIMM) et, à terme, la biodiversité (SIB) ;
- contribuer à la mise en œuvre des référentiels qualité des systèmes d'information fédérateurs ;
- participe à la mise en place d'une démarche qualité de l'établissement relative aux données d'observation produites par l'établissement.

Relations liées au poste

Relations internes
Chargés de missions et administrateurs de données du département
Autres directions (Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences, Direction générale déléguée Action territoriale), départements support et directions régionales
Chargé de mission en charge des actions Aquaref relevant de la DREC
Responsable qualité de l'établissement

Relations externes
MEEM/DGALN/DEB et DGPR, DREAL, DGS, ANSES, INRA
Agences et offices de l'eau, Aquaref, SANDRE, INERIS, Cofrac, DAKKS, Laboratoires d'analyses

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou, à défaut, candidat justifiant d'un diplôme de niveau Bac+3 à Bac+5.
Minimum 3 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des processus d'accréditation des laboratoires
- Connaissances générales sur les contaminants chimiques des milieux naturels et leurs impacts sur le fonctionnement des écosystèmes, sur les méthodes de prélèvement et d'analyse, et spécialisation dans un de ces domaines
- Connaissance des processus qualité

Savoir-faire opérationnel
- Capacité d'animation et de concertation
- Aptitude à la communication
- Aptitude pour le travail en équipe et en partenariat
- Capacité de décision dans un univers incertain et controversé

Savoir-être professionnel
- Rigueur, méthode
- Capacités d'adaptation et d'innovation
- Sens de l'organisation
- Autonomie

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSOD/QUAL/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 mars 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Chargé de gestion administrative et financière (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général - Département Systèmes d'information
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94300) ou Montpellier (34000), à définir en fonction du candidat retenu
Conditions d'emploi :	Emploi permanent

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

- Assurer le suivi complet des commandes spécifiques du Département des systèmes d'information
- Coordonner avec les chefs de services l'exécution budgétaire des dépenses des projets du Département
- Préparer les états de programmation budgétaire des dépenses spécifiques du Département SI
- Assurer la gestion du suivi administratif du personnel

Activités principales :
Gestion
- Suivi administratif des commandes (DSI, service financier, fournisseurs)
- Gestion des dossiers clients-fournisseurs
- Dématérialisation et gestion des documents associés au processus achat : devis hors marché, bons de commande, bons de livraison, bordereaux de recette, factures, services faits…
- Gestion des déplacements de la direction

- Gestion RH du Département

Secrétariat
- Dématérialisation, classement et archivage des documents du département
- Traitement budgétaire et comptable des déplacements des agents du département
- Rédaction et mises à jour de procédures et modes opératoires
- Rédaction de courriers, notes, rapports et supports de communication

Relations liées au poste

Relations internes
- Services de la Direction Générale

Relations externes
- Prestataires

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie B, justifiant d'une expérience professionnelle similaire d'au moins 2 ans acquise, de préférence, en établissement public.
Connaissance des règles de gestion budgétaire appliquée au secteur public indispensable.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Gestion et réglementation budgétaire et comptable appliquée au secteur public
- Technologies de l'information et de la communication

Savoir-faire opérationnel :
- Maîtrise des outils bureautiques (Traitement de texte, tableur, courrier électronique…)
- Connaissance de la GED Alfresco
- Adaptabilité aux systèmes informatiques de gestion, notamment Sirepa
- Capacités rédactionnelles

Savoir-être professionnel :
- Aptitude à travailler en équipe
- Capacités d'appréciation des situations et de traitement des urgences
- Esprit d'initiative et discrétion
- Autonomie et organisation
- Sens de l'écoute et du service
- Rigueur et pragmatisme

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/ASS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 mars 2018

Date : 08/02/2018

Poste à pourvoir	**Directeur de projets de recherches et chef de l'unité de virologie immunologie et parasitologie aviaires et cunicoles**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+ (IR1 / DR/ …)**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ces laboratoires ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 13500 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané, site de Ploufragan Unité Virologie Immunologie Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC)
Missions / contexte	L'Unité Virologie Immunologie et Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC) exerce des activités de recherche/développement, d'appui scientifique et technique et d'expertise dans le domaine des maladies virales et parasitaires des volailles et des lagomorphes. Elle est Laboratoire National de Référence (LNR) pour l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle et laboratoire international de référence (OIE) pour la bursite infectieuse aviaire et la rhinotrachéite de la dinde. L'unité travaille également de façon importante sur les caliciviroses des lagomorphes, les coronavirus et les coccidioses aviaires et peut être amenée à travailler sur de nouveaux sujets émergents. L'équipe est composée de 29 personnes dont 26 dans le bâtiment de virologie, parmi lesquelles 14 participent aux activités sur l'influenza aviaire et la maladie de Newcastle.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du laboratoire de Ploufragan Plouzané, le chef d'unité recruté définira la politique scientifique de recherche et de référence de l'unité dans toutes ses composantes. Il assurera le rayonnement national et international de l'unité en garantissant la cohérence et l'excellence scientifique dans les domaines couverts par celle-ci et s'assurera de la mise en œuvre et de la réalisation de l'ensemble des missions de recherche référence, de la valorisation des activités de recherche et de référence (publications internationales à comité de lecture, publications de vulgarisation scientifique, brevets…). L'unité est composée de 25 personnes dont deux adjoints.

Activités

En concertation avec le directeur du laboratoire de Ploufragan Plouzané, avec l'appui de ses 2 adjoints et en encadrement des scientifiques et de l'ensemble du personnel technique et administratif de l'unité, le chef d'unité est chargé de :

- Développer l'animation scientifique, technique, administrative et qualité de l'unité
- Manager l'équipe (gestion des absences, de la formation, des recrutements, ...)
- Rechercher, construire et aider les scientifiques de l'unité à développer les partenariats scientifiques, institutionnels et professionnels aux niveaux international, national, régional et local ;
- Appuyer les autres scientifiques de l'unité dans la rédaction des projets de recherche de l'unité, l'évaluation des moyens nécessaires et la recherche de financements pour les volets virologie et parasitologie ;
- Construire et diriger les recherches dans ses thématiques propres (influenza aviaire te maladie de Newcastle), notamment en contribuant à l'encadrement doctoral sur ces thématiques et en contribuant à terme à des activités d'expertise nationale et internationale sur le sujet
- Communiquer ses résultats et appuyer les scientifiques de l'unité pour leur diffusion dans des revues scientifiques internationales et nationales, participer aux congrès internationaux et nationaux et contribuer au rayonnement de l'unité ;
- Assurer le lien avec les tutelles et les partenaires, en coordination avec les responsables des laboratoires de référence (LNR, OIE) de l'unité et avec le directeur du laboratoire de Ploufragan-Plouzané, pour ce qui concerne les activités de recherche et de référence de l'unité ;

Contraintes

- Poste soumis à déclaration publique d'intérêt*
- Travail en laboratoire confiné : changement de vêtements obligatoire.
- Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire
- Habilitations « MOT » et « expérimentation animale niveau concepteur de procédures expérimentales » nécessaires à terme

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur en biologie ayant des compétences affirmées en santé animale et en virologie, éventuellement docteur vétérinaire, habilitation à diriger les recherches requise.

Expériences similaires

- Expérience préalable réussie du montage et de la direction de projets de recherches en virologie et de l'encadrement doctoral.
- Expérience en management d'équipe recherchée (relation hiérarchique voire fonctionnelle)

Compétences

- Connaissances scientifiques en virologie classique et moléculaire, connaissance des thématiques ciblées, des connaissances en parasitologie seraient appréciées ;
- Connaissance des institutions dans le périmètre d'intervention ;
- Capacité à coordonner et manager l'activité d'une équipe
- Maîtrise de la conception de projet et du pilotage en mode projet ;
- Niveau autonome en anglais parlé et écrit;
- Maîtrise des différentes formes de communication scientifique ;
- Capacité d'intégration au sein d'une équipe ;
- Sens des responsabilités, aptitude à rendre compte ;
- Aptitudes organisationnelles.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er mars 2018

Renseignements sur le poste : Nicolas ETERRADOSSI (02 96 01 62 88 – 06 25 81 49 41)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-018 à :** recrutement@anses.fr (copie obligatoire à nicolas.eterradossi@anses.fr)

Date : 09/02/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'évaluation des risques (DER) Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Missions / contexte	Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA) comprend huit agents. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé et bien-être des animaux », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés.. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

• Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé et bien-être des animaux » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.

• Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.

• Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.

• L'agent recruté pour ce poste sera également en charge de travaux statistiques en lien avec les données quantitatives fournies dans les saisines.

• Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction complète des projets d'avis.

• Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;

• Assurer les activités de veille dans les domaines d'activité de l'Unité ;

• Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation en biologie (vétérinaire, médecin, universitaire, …) avec formation en épidémiologie quantitative
Bac+3 minimum

Expériences similaires : Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, serait appréciée. Cette expérience pourrait consister en une thèse d'université.

Compétences

- Compétences en statistiques appliquées à l'épidémiologie
- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Connaissance de l'environnement réglementaire de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux ;
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique, y compris statistique (pack office, logiciels type « R », SAS, Stata).
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 mars 2018

Renseignements sur le poste : UERSABA - Charlotte DUNOYER (charlotte.dunoyer@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-004 à recrutement@anses.fr**

Date : 08/02/2018

Poste à pourvoir	**Responsable Administratif, Financier et Technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Angers (49)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la Santé des Végétaux
Le Laboratoire de la santé des végétaux (LSV) intervient sur les dangers biologiques liés à des bioagresseurs qui peuvent affecter la santé des végétaux.
Il participe dans son domaine de compétence, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de surveillance et d'expertise scientifique et technique de l'Anses. La direction du laboratoire est basée à Angers (49).

Missions / contexte

Sous l'autorité de la direction du laboratoire, le responsable administratif, financier et technique gère les ressources financières, humaines et techniques du laboratoire et de ses 6 sites. Il travaille en étroite collaboration avec les directions financières et ressources humaines du siège.
Le service des affaires générales est en charge de gérer et organiser les activités administratives et financières du laboratoire.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur, le responsable administratif, financier et technique est en charge d'assurer et d'optimiser la gestion administrative, financière et technique de l'entité et de ses 6 sites constitutifs en pilotant et contrôlant les activités du service des affaires générales dont il a la charge. Il a en charge le management d'une équipe de 5 personnes.

Activités

Dans ce cadre, les principales missions seront de :

- Garantir la coordination administrative et financière de l'entité et de ses sites en liaison étroite avec les directions du siège,
- Piloter l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget du LSV, environ 1,5 M€, en lien avec la Direction des finances et l'Agent Comptable de l'Anses,
- Assurer la gestion de proximité en ressources humaines des 80 agents présents sur les différents sites en lien avec la Direction des ressources humaines,
- Contribuer sur la partie administrative à la négociation, la rédaction et la gestion des accords d'engagement scientifiques et administratifs des entités tels que les contrats de recherche, les conventions partenariales nationales, européennes et internationales, les contrats de prestations et de service, les marchés publics...,
- Assurer la gestion et le bon fonctionnement des installations techniques ainsi que la gestion du patrimoine immobilier du site d'Angers.
- Assurer la fonction d'Assistant de Prévention pour le site d'Angers et la coordination des activités de cette fonction pour les différents sites du LSV

Le responsable administratif et financier est l'interlocuteur privilégié du directeur et des chefs d'unités scientifiques du LSV. Il est force de proposition sur tous les sujets administratifs et financiers auprès du directeur et de l'instance de concertation locale du LSV.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- L'activité d'assistant de prévention fait l'objet d'une nomination par lettre de mission.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 en gestion administrative et financière souhaité

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans un poste similaire
- Première expérience en management d'équipe souhaitée

Compétences

- Connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat
- Connaissance dans la gestion techniques des bâtiments et dans la sécurité au travail
- Connaissance des techniques de management
- Connaissance de la norme ISO 9001 pour la mise sous assurance qualité des processus
- Sens des responsabilités et de l'écoute
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Maîtrise de l'anglais souhaitée pour un bon suivi des conventions portées par le laboratoire à l'international

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er mars 2018

Renseignements sur le poste : Géraldine ANTHOINE
(geraldine.anthoine@anses.fr - 02.41.20.74.31 ou 06. 21 34 14 78)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-017 à :** recrutement@anses.fr

Date : 07/02/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet de recherche pour l'intégration du séquençage (NGS, next generation sequencing) aux activités de référence et de recherche des zoonoses bactériennes (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale
Unité Zoonoses Bactériennes (UZB).

Missions / contexte

L'unité d'accueil (25 personnes) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine. L'étude de la circulation et de la diversité microbienne est particulièrement importante pour ces zoonoses (Brucellose, Charbon, Chlamydiose, Mélioïdose, Morve, Mycobactérioses, Tularémie). De plus, l'unité participe au réseau de surveillance du territoire national en matière d'émergence de bactéries zoonotiques.

Dans ce cadre, les missions de l'Unité sont d'assurer un diagnostic de référence et les actions de contrôle et de normalisation associées, ainsi qu'une recherche opérationnelle adaptée répondant à deux objectifs principaux :

-Développement et validation d'outils de diagnostic direct (bactériologie & biologie moléculaire) ou indirect (immunologie) et leur insertion dans un dispositif de décision sanitaire validé au plan épidémiologique ;

-Développement et validation d'outils de différenciation phénotypique ou moléculaire des souches bactériennes permettant un suivi épidémiologique plus précis des foyers.

Le scientifique recruté sera impliqué dans la réalisation d'un projet labellisé par l'ANR en 2016 visant à étudier la diversité des souches de *Francisella tularensis*, avec les objectifs spécifiques suivants :

- mise en place de processus automatisés pour l'assemblage *de novo* de génomes complets de bactéries

- identification de signatures moléculaires spécifiques et leur validation comme un outil de génotypage de souches bactériennes,

- Validation des signatures moléculaires investigation associées aux facteurs de virulence / pathogénicité et à l'apparition d'antibiorésistance

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du coordinateur du projet, le chargé de projet aura pour mission de développer l'intégration des approches NGS dans les activités d'identification bactérienne, et notamment :

Activités

- ✓ Analyse de la diversité génétique de *Francisella tularensis*, sélection et validation de marqueurs (séquences uniques, SNPS, etc…..).
- ✓ Analyse de séquences génomiques, mise en place de pipelines automatisés pour l'assemblage *de novo* de génomes complets de bactéries
- ✓ Développement et validation de méthodes de diagnostic moléculaire rapides et robustes basées sur l'utilisation des marqueurs identifiés. Mise en place d'outils automatisés de typage *in silico*.
- ✓ Valorisation des travaux (communications, publications)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat universitaire privilégié ou équivalent
Bac+3 minimum

Expériences : Expérience en bioinformatique ; expertise en génomique comparative, mise en place de pipelines informatiques

Compétences

- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Solides connaissances en bio-informatique, phylogénétique bactérienne et génomique comparative
- Pratique des logiciels usuels d'analyse de séquence nucléiques (BIONUMERICS / BLAST, clustalW,…)
- Connaissance des logiciels d'assemblage *de novo* et par homologie
- Connaissance des techniques de biologie moléculaire (PCR HRM, Luminex…) appréciée
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique et technique
- Organisation, autonomie et rigueur
- Exploitation et interprétation des données expérimentales
- Maîtrise des logiciels usuels de bureautiques
- Etat de santé compatible avec la manipulation de micro-organismes de classe 3. Accord pour un suivi médical spécifique. Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 février 2018

Renseignements sur le poste : Claire PONSART (claire.ponsart@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-012 à :** recrutement@anses.fr

Date : 07/02/2018

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

Missions / contexte

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.
L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 26 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de matières fertilisantes et support de culture, des biocides, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers de demande d'AMM dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie
Minimum bac+3

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides souhaitées.
- Qualités rédactionnelles.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 février 2018

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-015 à :** recrutement@anses.fr

Date : 07/02/2018

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés
Missions / contexte	**La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés** (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. **L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés** est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh. L'équipe est composée de 17 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse.

Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 à BAC+ 8 - MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en physico-chimie, méthodes d'analyse.

Expériences similaires

- - Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques.

Compétences

- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Bonne capacité rédactionnelle.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 février 2018

Renseignements sur le poste : Thérèse SIX (thérèse.six@anses.fr - 01 49 77 21 75)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-013 à :** recrutement@anses.fr

Date : 09/02/2018

Poste à pourvoir	**Technicien en gestion des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché
Unité d'Instruction Administrative (UIA)

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC). Ces missions, aujourd'hui exercées par le ministère en charge de l'agriculture, seront transférées à l'Anses à compter du 1er juillet 2015. La loi confie également à l'ANSES des missions d'inspection et de contrôle de ces produits.
D'autre part, l'Anses devrait à court terme se voir confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides.
Dans ce double contexte, et afin d'assurer une indépendance entre des activités d'évaluation et la gestion des autorisations, une direction des AMM (DAMM) sera créée au 1er juillet pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM sera chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprendra également une unité d'instruction administrative des AMM qui assurera la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité d'instruction administrative, le technicien en gestion des AMM sera chargé d'assurer l'instruction administrative des dossiers entrant dans le cadre des différentes procédures d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits biocides, des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et supports de culture, dans le respect des procédures en vigueur.

Activités

Le technicien en gestion des AMM sera chargé de :

- Assurer la gestion administrative des demandes liées aux autorisations de mise sur le marché des produits biocides et, en fonction des besoins, des intrants du végétal, en particulier leur recevabilité administrative en vue de préparer leur évaluation scientifique,
- Assurer le traitement complet des demandes de type administratif avec la préparation des décisions,
- Participer à l'information des demandeurs,
- Intégrer et assurer le suivi des informations saisies dans les bases de données en lien avec les activités ci-dessus.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Baccalauréat scientifique
Niveau BTS ou Licence dans le domaine scientifique fortement souhaité

Expériences similaires :

- Expérience professionnelle souhaitée dans l'instruction de dossiers ou le domaine d'une réglementation relative aux produits chimiques

Compétences :

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse**,**
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Réactivité et maitrise des délais,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 mars 2018

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-162 à :** recrutement@anses.fr, copie bertrand.bitaud@anses.fr

Catégorie A/A+

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles à Moscou à compétence régionale
(Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan)

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Moscou auprès de l'Ambassade de France en Russie, assisté d'un Conseiller agricole adjoint et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles en Russie aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique ;
- la connaissance de la langue russe serait un atout (compétence à acquérir sur le poste).

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – **Adjoint à la sous-directrice international** –
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite
à compétence régionale sur les pays du CCEAG :
Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar et Yemen

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Riyad auprès de l'Ambassade de France en Arabie saoudite, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique ;
- la connaissance de la langue arabe serait un atout.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – **Adjoint à la sous-directrice international** –
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Turquie à compétence régionale
(Turquie, Azerbaidjan, Turkménistan)

Prise de poste souhaitée pour le 01/10/2018
Niveau parcours professionnel: supérieur à 3

NATURE DE L'ACTIVITE :
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional d'Ankara auprès de l'Ambassadeur de France en Turquie, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles en Turquie aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE ou du MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – **Adjoint à la sous-directrice international** –
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles pour les pays de l'ASEAN,
à Singapour

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau parcours professionnel: supérieur à 3

NATURE DE L'ACTIVITE :
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Singapour auprès de l'Ambassadeur de France à Singapour, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles à Singapour aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE ou du MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – **Adjoint à la sous-directrice international** –
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Algérie

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité
Sous l'autorité du Chef du Service économique régional d'Alger auprès de l'Ambassade de France en Algérie, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles en Algérie aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, *etc*.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à

l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.

- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international –
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr
Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) à la conseillère pour les affaires agricoles au Liban (SER de Beyrouth) avec compétence régionale sur les pays du Proche Orient :
(Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens)

Catégorie A/A+
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : 3

Nature de l'activité :

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) sont mis à disposition du Service Economique Régional (SER) près l'Ambassade de France à Beyrouth au Liban.

Leurs missions sont les suivantes :
- une mission générale d'information et de veille pour le compte de l'Etat sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays du Proche et Moyen-Orient et en matière de politiques agricole, alimentaire, forestière et de la pêche ;
- une mission générale de relais local des positions et démarches de l'Etat auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;
- une mission générale d'accompagnement de l'appui de l'Etat à la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires ;
- une relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des Etats membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Sous l'autorité de la Conseillère agricole, l'adjoint(e) assiste cette dernière pour l'ensemble de ses missions, en étant plus particulièrement chargé(e) des dossiers sanitaires (compétences vétérinaire et phytosanitaire) et réglementaires (y-compris les politiques incitatives comme la politique de l'alimentation). Il(elle) a en particulier pour tâches :

- de suivre les positions des autorités des pays de sa zone de compétence en matière de réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS), y compris la politique de l'alimentation, et d'en informer les autorités françaises en particulier le MAA. Il(elle) devra à cette fin identifier les interlocuteurs pertinents et entretenir le réseau relationnel correspondant (dont les collègues des ambassades des États membres de l'UE sur place) ;
- de préparer les négociations SPS (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) avec les administrations compétentes, de fournir les notes écrites nécessaires et, le cas échéant, de conduire ces négociations si elles sont bilatérales ;
- de prêter assistance, à la Commission européenne et aux administrations compétentes par la participation à des réunions et la rédaction de notes ;
- de faire connaître aux autorités des pays de sa zone de compétence les positions françaises, et de répondre aux besoins d'information et d'intervention auprès de ces autorités, notamment en période de crise sanitaire ;
- de faire le bilan détaillé de l'organisation sanitaire dans chaque pays de la zone de compétence, de proposer et suivre les actions de coopération française dans ce domaine ;
- d'identifier et de proposer des actions de coopération bilatérales institutionnelles (technique, scientifique et académique notamment), en particulier en vue de faciliter l'accès aux marchés ainsi que leur maintien et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;

- de répondre aux sollicitations de Business France, de FranceAgriMer (FAM) et des services économiques portant sur les conditions SPS d'accès aux marchés de sa zone de compétence ;
- de fournir en tant que de besoin un appui technique sur les questions SPS aux SE des pays de la zone ;
- de représenter la France à des commissions ou réunions régionales d'organisations internationales (OIE, CIPV, Codex), de participer en tant que besoin aux réunions dans les instances régionales impliquant les pays de la zone, de promouvoir la position française et de suivre les positions des pays de sa zone de compétence sur les questions SPS relevant des enceintes multilatérales ;
- de préparer les éléments en vue des rencontres bilatérales organisées en marge de rencontres internationales ou régionales (OIE, CIPV, Réseau Méditerranéen de Santé Animale -REMESA-).

Zone d'activité : Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens, Yémen.

Qualités requises :
- expérience confirmée dans les domaines vétérinaire et/ou phytosanitaire
- connaissance de la politique agricole et sanitaire européenne et nationale
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités rédactionnelles, synthèse et rigueur
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale
- pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel
- pratique indispensable de l'anglais
- autonomie en matière bureautique

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 81 20 - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Sophie PALIN – Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 45 26 - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international –
DGPE – Tel : 01 49 55 45 08 – mail : jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mail : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) au conseiller pour les affaires agricoles pour le Japon à Tokyo à compétence régionale (Japon, Corée du Sud)

Catégorie A/A+
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : 3
Susceptible d'être vacant

Nature de l'activité :

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) sont mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Tokyo.
Leurs missions sont les suivantes :
- une mission générale d'information et de veille pour le compte de l'Etat sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays de la zone, et en matière de politiques agricole, alimentaire, forestière et de la pêche ;
- une mission générale de relais local des positions et démarches de l'Etat auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;
- une mission générale d'accompagnement de l'appui de l'Etat à la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires ;
- une relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des Etats membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Sous l'autorité du Conseiller agricole, l'adjoint(e) assiste ce dernier pour l'ensemble de ses missions, en étant plus particulièrement chargé(e) des dossiers sanitaires (compétences vétérinaire et phytosanitaire) et réglementaires (y-compris les politiques incitatives comme la politique de l'alimentation). Il(elle) a en particulier pour tâches :

- de suivre les positions des autorités des pays de sa zone de compétence en matière de réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS), y compris le dossier des additifs et de politique de l'alimentation, et d'en informer les autorités françaises en particulier le MAA. Il devra à cette fin identifier les interlocuteurs pertinents et entretenir le réseau relationnel correspondant (dont les collègues des ambassades des États membres de l'UE sur place) ;
- de préparer les négociations SPS (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) avec les administrations compétentes et, le cas échéant, conduire ces négociations si elles sont bilatérales ;
- de prêter assistance à la Commission européenne et aux administrations compétentes, notamment dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des accords de libre-échange UE/Japon et UE/Corée du Sud par la participation à des réunions et la rédaction de notes ;
- de faire connaître aux autorités des pays de sa zone de compétence les positions françaises, et de répondre aux besoins d'information et d'intervention auprès de ces autorités, notamment en période de crise sanitaire ;
- de faire le bilan détaillé de l'organisation sanitaire dans chaque pays de la zone de compétence, de proposer et suivre les actions de coopération française dans ce domaine ;
- d'identifier et de proposer des actions bilatérales institutionnelles (coopération technique, scientifique et académique notamment) en particulier en vue de faciliter l'accès aux

marchés ainsi que leur maintien et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;

- de répondre aux sollicitations de Business France, de FranceAgriMer (FAM) et des services économiques portant sur les conditions SPS d'accès aux marchés de sa zone de compétence ;
- de faciliter les relations entre les entreprises françaises du secteur de l'agroalimentaire et de l'élevage et leurs homologues des pays de sa zone de compétence (conseil en questions réglementaires entre autres…) ;
- de fournir en tant que de besoin un appui technique sur les questions SPS aux SE des pays de la zone ;
- de représenter la France à des commissions ou réunions régionales d'organisations internationales (OIE, CIPV, Codex), de participer en tant que besoin aux réunions dans les instances régionales impliquant le Japon et la Corée du Sud, de promouvoir la position française et de suivre les positions des pays de sa zone de compétence sur les questions SPS relevant des enceintes multilatérales.

Zone d'activité : Japon, Corée du Sud

Qualités requises :

- expérience confirmée dans les domaines vétérinaire et/ou phytosanitaire
- connaissance de la politique agricole et sanitaire européenne et nationale
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités rédactionnelles, synthèse et rigueur
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale
- pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel
- pratique indispensable de l'anglais
- autonomie en matière bureautique

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 81 20 - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Sophie PALIN – Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 45 26 - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international –
DGPE – Tel : 01 49 55 45 08 – mail : jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mail : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) au conseiller pour les affaires agricoles au Brésil à compétence régionale (Argentine, Brésil, Chili)

Catégorie A/A+

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau de classement parcours professionnel : 3

Nature de l'activité :

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) sont mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Brasilia.
Leurs missions sont les suivantes :
- une mission générale d'information et de veille pour le compte de l'Etat sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire de l'Argentine, du Brésil et du Chili, et en matière de politiques agricole, alimentaire, forestière et de la pêche ;
- une mission générale de relais local des positions et démarches de l'Etat auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;
- une mission générale d'accompagnement de l'appui de l'Etat à la promotion des exportations ;
- une relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des Etats membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Sous l'autorité du Conseiller agricole, l'adjoint(e) assiste ce dernier pour l'ensemble de ses missions, en étant plus particulièrement chargé(e) des dossiers sanitaires (compétences vétérinaire et phytosanitaire) et réglementaires (y-compris les politiques incitatives comme la politique de l'alimentation) pour l'Argentine, le Brésil et le Chili.

Pour ce faire, il(elle) a en particulier pour tâches :

- de suivre les positions des autorités des pays de sa zone de compétence en matière de réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS), y compris le dossier des biotechnologies au sens large (OGM, clonage, nanotechnologies) et de politique de l'alimentation, et d'en informer les autorités françaises en particulier le MAA. Il(elle) devra à cette fin identifier les interlocuteurs pertinents et entretenir le réseau relationnel correspondant ;
- de préparer les négociations SPS (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) avec les administrations compétentes et, le cas échéant, conduire ces négociations si elles sont bilatérales ;
- de prêter assistance à la Commission européenne et aux administrations compétentes, notamment dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des accords de libre-échange UE/Chili et UE/Mercosul (en cas de ratification) et de la configuration Mercosul du groupe de Potsdam, par la participation à des réunions et la rédaction de notes ;
- d'effectuer le suivi des négociations UE/Mercosul sur le volet SPS (participations aux réunions techniques régionales et round de négociation dans les Etats du Mercosul) ;
- de faire connaître aux autorités des pays de sa zone de compétence les positions françaises, et de répondre aux besoins d'information et d'intervention auprès de ces autorités, notamment en période de crise sanitaire ;

- de faire le bilan détaillé de l'organisation sanitaire dans chaque pays de la zone de compétence, de proposer et suivre les actions de coopération française dans ce domaine ;
- d'identifier et de proposer des actions bilatérales institutionnelles (coopération technique, scientifique et académique notamment) en particulier en vue de faciliter l'accès aux marchés ainsi que leur maintien et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;
- de répondre aux sollicitations de Business France, de FAM et des services économiques portant sur les conditions SPS d'accès aux marchés de sa zone de compétence ;
- de fournir en tant que de besoin un appui technique sur les questions SPS aux SER de Buenos Aires et au SE de Santiago du Chili ;
- de représenter le Délégué OIE à des commissions ou réunions régionales de l'OIE et de participer en tant que besoin aux réunions dans les instances régionales impliquant l'Argentine, le Brésil ou le Chili. Ces réunions concernent généralement la FAO, la CEPAL, le Mercosul ou des réunions thématiques régionales couvrant l'Amérique du Sud.

Zone d'activité :

Brésil, Argentine, Chili et réunions régionales impliquant ces pays en cas de besoin.

Qualités requises :

- expérience confirmée dans les domaines vétérinaire et/ou phytosanitaire
- connaissance de la politique agricole et sanitaire européenne et nationale
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités rédactionnelles, synthèse et rigueur
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale
- pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel
- pratique indispensable de l'anglais et de bonnes notions d'espagnol ou de portugais
- autonomie en matière bureautique

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 81 20 - mail : stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Sophie PALIN – Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales – DGAL – Tel 01 49 55 45 26 - mail : sophie.palin@agriculture.gouv.fr

Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international –
DGPE – Tel : 01 49 55 45 08 – mail : jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mail : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A+
DIRECTION DES PECHES MARITIMES ET DE L'AQUACULTURE

Expert « pêche » auprès de la Présidence autrichienne de l'Union européenne
Mai 2018 – Janvier 2019

Nature de l'activité :

L'Autriche assurera la Présidence de l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2018. Elle aura ainsi la responsabilité d'organiser les réunions au sein du Conseil de l'Union européenne, d'identifier les compromis et de faire aboutir les différentes négociations en cours. Le programme de travail envisagé par cette Présidence est d'autant plus ambitieux qu'il aura lieu juste avant d'importants changements au niveau européen : Brexit en mars 2019, et élections européennes en mai 2019.

Compte tenu de la géographie sans littoral du pays, la future Présidence autrichienne manque d'expertise dans le domaine de la pêche : elle sollicite ainsi l'appui d'un expert français sur l'ensemble des travaux législatifs qui seront menés au cours de ce second semestre 2018 et qui concerneront ce secteur d'activité. L'expert(e) sera ainsi intégré(e) à l'équipe autrichienne et participera à l'ensemble des travaux du Conseil (groupe « pêche » en particulier), à l'analyse et l'interprétation des avis scientifiques, ainsi qu'à l'organisation des trilogues sur les différents dossiers traités en codécision sur le point d'aboutir.

Le poste est basé à Bruxelles, au sein de la Représentation permanente autrichienne.

Qualités requises :

- Connaissance approfondie des institutions européennes (Conseil, Parlement et Commission), et du rôle de la Présidence de l'Union ;
- Connaissance approfondie de la réglementation européenne en matière de pêche ;
- Sens des contacts humains et des négociations européennes. Une expérience de la diplomatie européenne est attendue ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes ;
- Pratique indispensable de l'anglais, et, dans la mesure du possible, de l'allemand ;

Durée de l'engagement : 9 mois (de mai 2018 à janvier 2019)

Personnes à contacter :

Frédéric GUEUDAR-DELAHAYE – Directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture
DPMA – Tel : 01 40 81 88 88 – frederic.gueudar-delahaye@agriculture.gouv.fr

Philippe DE LAMBERT DES GRANGES – Sous-directeur des ressources halieutiques
DPMA – Tél : 01 40 81 90 30 – philippe.de-lambert-des-granges@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mail : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

ONCFS
Avis n°18-09-DG **08/02/2018**

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pourvoir à compter du 1er juin 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en externe, en position normale d'activité ou détachement
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	A confirmé / A+
Fonction :	Délégué(e) interrégional(e) Outre mer (F/H)
Affectation :	Délégation interrégionale Outre mer
Résidence administrative :	Paris (75017) ou Auffargis (78), non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les directions), territoriale (les délégations régionales ou interrégionales) et départementale (les services départementaux) rassemblant environ 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

Il met en œuvre des missions de police de l'environnement et apporte à l'Etat son concours pour l'évaluation et le suivi des populations de faune sauvage et pour la définition et la mise en œuvre de politiques publiques dédiées aux espèces et à leurs habitats. L'ONCFS assure également la délivrance du permis de chasser et des autorisations de chasser accompagné.

Le périmètre de la Délégation interrégionale Outre mer couvre les territoires de :
- La Guadeloupe,
- La Martinique,
- La Guyane,
- La Réunion
- Mayotte (sans présence physique),
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

La Délégation interrégionale constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.

Elle coordonne et pilote les services départementaux ou territoriaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse ainsi que de la connaissance et de la gestion de la faune sauvage, chassable comme non chassable. Elle est composée à ce jour :
- d'un Délégué interrégional,
- d'un Chargé de mission (catégorie A, basé à Cayenne),
- d'une Assistante (catégorie B, basée à Cayenne),
- de trois Cellules techniques (Antilles, Guyane, La Réunion),
- de trois Services mixtes de police de l'environnement (SMPE de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane) regroupant des agents de l'ONCFS et de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) sous l'autorité hiérarchique et/ou fonctionnelle d'un Chef de service unique,
- d'un Service territorial (ST de Saint-Pierre-et-Miquelon) composé d'agents de l'ONCFS,
- d'une Brigade nature Océan indien (BNOI de la Réunion) regroupant des agents de l'ONCFS, de l'AFB et du Parc national de La Réunion sous l'autorité hiérarchique et/ou fonctionnelle d'un Chef de service unique.

pour un total de 50 agents dont 40 de l'ONCFS.

Les services de la Délégation interrégionale Outre mer assurant des missions de police (à l'exception du ST de Saint-Pierre-Miquelon) sont les seuls services de l'établissement mutualisés avec ceux d'autres établissements publics (AFB, Parc National). La gestion de ces services impose un lien fort avec les établissements partenaires et notamment avec l'AFB.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur général, représente l'Etablissement au niveau interrégional et dirige la Délégation.
Pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations fixées par les Directions nationales avec lesquelles il travaille en étroite collaboration.

Activités principales

- **Management et pilotage de la délégation**
  - Contribuer au niveau interrégional, et en lien avec les partenaires de l'Etablissement, à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation des orientations stratégiques de la Délégation :
    - Déterminer pour un territoire donné les priorités et les actions déclinant les politiques de l'Etablissement en cohérence avec le contrat d'objectifs et en tenant compte des enjeux, des contextes et des acteurs locaux ;
    - Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats et la performance ;
    - Exercer des pouvoirs de contrôle et rendre compte ;
  - Encadrer les agents de l'ONCFS placés sous son autorité (SMPE, BNOI, Cellule technique, Cellule administrative) :
    - Fixer les objectifs dans le cadre de la programmation de l'activité, déclinaison à l'échelon interrégional du contrat d'objectifs,
    - Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la Délégation,
    - Piloter, coordonner et contrôler le fonctionnement des services et l'application des instructions et directives,
    - Donner du sens aux activités de ses collaborateurs et les inciter à développer les compétences individuelles et collectives du Service.
  - Assurer la coordination interrégionale des missions en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement dans le respect des orientations nationales et en collaboration avec les directions concernées :
    - Dans le cadre du plan de contrôle fixé par les préfets et en partenariat avec les services d'autres établissements, coordonner la mutualisation et l'optimisation des moyens en cohérence avec les directives nationales,
    - En matière de police, s'impliquer personnellement dans les dossiers les plus sensibles,
    - Encadrer les cellules techniques et les missions relatives à l'expertise scientifique, à la recherche et à l'appui technique en matière de faune sauvage et de ses habitats en lien avec la Direction de la Recherche et de l'Expertise,
    - Encourager et développer les collaborations entre Cellules techniques et Services chargés de mission de police.
  - Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles et, le cas échéant, les financements complémentaires à ceux de l'Etablissement pour atteindre les objectifs fixés.
  - Veiller à rationaliser ces moyens et à mettre en œuvre une gestion optimisée (informatisation, mutualisation…).
  - Arbitrer et opérer des choix dans le respect des orientations nationales tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel.
  - Piloter des projets de changement dans leurs différentes dimensions.
  - Décider et arbitrer dans des situations complexes et face à des événements imprévus.
  - Assurer l'interface entre les Services déconcentrés et les Direction.
  - Représenter l'Etablissement auprès des autorités préfectorales, judiciaire, des services déconcentrés et des autres partenaires (Fédérations départementales des chasseurs notamment).

- **Expertise, partenariats et communication**
  - Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires de l'Etablissement (milieux associatifs et cynégétiques), notamment dans le cadre de conventions,
  - Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif ; Travailler en réseau avec ces partenaires,
  - Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances (coordination de réseaux, animation, d'observatoires, actions de formation,
  - Piloter la stratégie de communication pour sa Délégation et représenter le Directeur général pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétence,
  - Gérer la communication institutionnelle en situation de crise.

Conditions particulières d'exercice

- Encadrement à distance
- Mobilité importante dans les départements et territoire d'Outre-mer

Profil attendu

De culture technique, le(a) candidat(e) recherché(e) devra disposer d'une expérience significative dans les domaines de compétences de l'ONCFS.

Une première expérience dans un poste ultra marin serait appréciée.

Expérience professionnelle et compétences recherchées :

- Connaissances techniques dans les domaines de compétence de l'Etablissement,
- Connaissances en droit de l'environnement,
- Capacité à élaborer et suivre un budget,
- Disposer de bonnes compétences rédactionnelles,
- Concilier sens du dialogue et autorité,
- Disposer d'une expérience du management.

Aptitudes requises :

- Esprit d'initiative, autonomie,
- Sens de l'organisation, rigueur,
- Capacité de décision,
- Capacité d'adaptation,
- Capacité de négociation,
- Esprit d'analyse et de synthèse,
- Disponibilité,
- Sens des relations humaines.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :

Guillaume BRUNETEAU, Chef de cabinet auprès du Directeur général, par téléphone au 01 44 15 17 06 ou par courriel à direction.generale@oncfs.gouv.fr
Ou
Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01 44 15 17 24 ou par courriel à marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr

Pour Candidater :

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature **au plus tard avant le 15 mars 2018** - terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe,** par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**

Ou

Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **08/02/2018**
Avis n°18-08-DR GE

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir dès que possible
A pourvoir par voie de mutation interne, en externe, en position normale d'activité, en détachement, voire en contrat à durée déterminée de 3 ans

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Conservateur de la Réserve Nationale de chasse et de faune sauvage du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny (F/H)
Affectation :	Délégation régionale Grand Est
Résidence administrative :	Giffaumont (51)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Délégation régionale Grand Est (DR GE) se compose de 10 Services départementaux (113 agents), la Cellule technique (7 agents) et la Cellule administrative (3 agents).

Parmi ses missions, la Délégation régionale Grand Est **gère 3 espaces protégés** d'intérêt majeur pour l'accueil des oiseaux migrateurs : la RNCFS* du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny, la RNCFS du Lac de Madine et de l'étang de Panne, la RCFS** du Rhin.
**Réserve nationale de chasse et de faune sauvage*
***Réserve de chasse et de faune sauvage*

L'ensemble, formé par le lac du Der et les propriétés du Conservatoire du Littoral (soit les étangs d'Outines et d'Arrigny le bois de l'Argentolle, le bois des Moines ainsi que plusieurs prairies), constitue **la RNCFS du Lac du Der et des Etangs d'Outines et d'Arrigny**, d'une surface de 5664 ha, dont un peu plus de 400 ha pour les propriétés du Conservatoire.
Le Lac du Der et ses environs constituent en outre la partie centrale de la zone Ramsar des étangs de Champagne humide, créée en 1991.

L'ONCFS est gestionnaire de la RNCFS du lac du Der depuis sa création en 1976.

Un plan de gestion a été élaboré pour la période 2006-2015. Il a été renouvelé pour la période 2016-2025.

Plusieurs conventions lient l'ONCFS à des partenaires : Conservatoire du Littoral, LPO Champagne Ardenne, Syndicat mixte d'aménagement touristique du Lac du Der-Chantecoq, ONF, EPTB Seine Grands Lacs.

Sur ce site, se superposent également quatre zones Natura 2000 : ZSC « Etangs latéraux du Der » (FR 2100333 – n° régional 88) ; ZSC « Réservoir de la Marne dit du Der-Chantecoq » (FR 2100334 – n° régional 89) ; ZPS « Lac du Der » (FR 2110002 – n° régional 202) ; ZPS « Herbages et cultures autour du lac du Der » (FR 2112002 – n° régional 205).

L'ONCFS est missionné par l'Etat pour animer les documents d'objectifs de ces quatre sites, en association avec la LPO Champagne Ardenne et la Fédération Départementale des Chasseurs de la Marne sur la période 2018-2020.

Description de l'emploi

Sous l'autorité de la Déléguée Régionale, et en collaboration avec le Chef du service départemental de la Marne, le Conservateur de la RNCFS met en œuvre le plan de gestion de la RNCFS et anime les documents d'objectifs des sites Natura 2000.

Il est chargé de la programmation et de l'organisation des missions techniques sur la RNCFS et sur les sites Natura 2000, auxquelles participent plusieurs acteurs (EP Seine Grands Lacs, LPO, Agence Française pour la Biodiversité, ONF, Fédérations de chasseurs, associations de pécheurs, …).

Il met en place les missions de police et les chasses de régulation en lien avec les Chefs des services départementaux de la Marne et de la Haute-Marne.

Il coordonne l'équipe gestionnaire composée de trois salariés de la LPO, de l'ouvrier agent de l'ONCFS et, ponctuellement, des agents des Services départementaux de la Marne et de la Haute-Marne qui participent aux suivis naturalistes et aux battues de régulation.

Activités principales

- **Gestion et conservation de la RNCFS**
  - Programmer annuellement, piloter, coordonner les activités d'entretien, de connaissance et de communication/valorisation et suivre les réalisations.
  - Organiser annuellement le Comité directeur de la RNCFS sous la présidence du Préfet de la Marne.
  - Produire et présenter annuellement le bilan des activités et des travaux scientifiques.
  - Coordonner dans une dimension multi partenariale et réaliser les suivis ornithologiques, amphibiens et des milieux naturels (roselières et milieux prairiaux) selon des protocoles établis.
  - Veiller à la mise en œuvre des programmes scientifiques conduits par la Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), et/ou en partenariat avec des organismes scientifiques (Université de Reims, …)
  - Administrer la base des données naturalistes attachée à la RNCFS.
  - Saisir les données dans l'application informatique (Quantum Gis, Excel).
  - Produire des cartes de spatialisation des actions, des résultats, des enjeux….
  - Coordonner et superviser les travaux d'entretien et de restauration.
  - Participer au suivi des assecs des étangs et des travaux menés par le Conservatoire du Littoral.
  - Mettre en œuvre le contrat Natura 2000 concernant l'ile de Chantecoq.
  - Veiller à la gestion du cheptel équin (3 animaux), avec l'ouvrier de la Réserve.
  - Assurer la maitrise du sanglier sur le périmètre de la Réserve.

- **Animation des documents d'objectifs**
  - Animer la mise en œuvre des documents d'objectifs des quatre zones Natura 2000 (35 jours par an prévus) sur un programme triennal 2018-2020 (vigilance écologique, recherche de contractants, sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles et de gestion des étangs, information/conseil aux porteurs de projets, sensibilisation du grand public) dans le cadre d'un partenariat avec la LPO et la Fédération des chasseurs de la Marne.
  - Organiser, préparer et animer les réunions du Comité de pilotage.

- **Valorisation des études et travaux**
  - Restituer les résultats sous forme d'articles scientifiques ou de vulgarisation, de communication lors de colloques ou de rapports thématiques

- **Animation des partenariats**
  - Faire vivre les partenariats avec l'ONF, la LPO, le Conservatoire du Littoral, les Fédérations des chasseurs, le syndicat mixte du Der, le Parc de la Foret d'Orient, etc… dans le cadre des conventions en place (convention de Gestion, convention d'animation Natura 2000, convention Ramsar),
  - Etre en relation, conseiller, informer et négocier avec les propriétaires, les gestionnaires, les associations d'usagers et les prestataires.

- **Communication**
  - Représenter localement l'établissement.
  - Accueillir et répondre aux journalistes.
  - Accueillir du public sur le site et assurer des animations pédagogiques (écoles, journées particulières).
  - Co-organiser et participer aux manifestations annuelles (Festival de Montiers-en-Der, fête de la grue, journée nationale des Zones humides).

- **Management de l'équipe de gestion de la Réserve et des moyens**
  - Animer l'équipe de gestion et coordonner les activités.
  - Animer le reporting au sein de l'équipe (temps passé, registre des travaux, …).
  - Veiller aux conditions de sécurité dans le travail.
  - Encadrer des stagiaires et des personnes accueillies en Service civique.
  - Rédiger des cahiers des charges techniques et contribuer à la préparation des appels d'offres (études, inventaires naturalistes).
  - Gérer une enveloppe budgétaire de fonctionnement courant.
  - Gérer les véhicules (voitures, bateaux) et le matériel (inventaire, maintenance).
  - Evaluer et formuler les besoins auprès de la Cellule administrative et du Coordonateur national des réserves auprès du Directeur de la recherche et de l'expertise.

Conditions particulières d'exercice

Travail en milieux naturels nécessitant une bonne condition physique.
Travail ponctuellement le dimanche, très tôt le matin ou en soirée.
Option RTT : Option 2, semaine sur 5 jours travaillés.

Profil attendu

Connaissances	Bonnes connaissances générales dans les sciences de la nature et de la biodiversité, de la biologie des mammifères, des oiseaux et des milieux humides. Connaissances spécialisées sur l'écologie des anatidés et de l'avifaune paludicole. Administration d'une base de données. Logiciels SIG : Quantum Gis. Connaissance juridiques en droit de l'environnement : protection des espèces, droit attaché aux directives Habitats et Oiseaux. Règles de rédaction des documents, notes, rapport, communiqués de presse-orthographe et syntaxe. Techniques d'animation de réunions, de groupes de travail et de réseaux.
Savoir faire	Capacités d'organisation et de pilotage Communiquer à l'oral et à l'écrit. Etre capable d'intervenir en public. Capacité d'information et de reporting à la hiérarchie. Savoir travailler en réseau et dans un cadre multi partenarial et en équipe. Mettre en valeur son équipe et l'établissement Capacité à travailler en autonomie et à s'adapter aux situations nouvelles.
Savoir-être	Faire preuve de leadership. Esprit d'initiative. Respect du devoir de réserve.

Diplômes et expérience

Etre titulaire d'un diplôme de Niveau Master (Bac+5 Ecologie).
Une expérience de plus de 2 ans dans des responsabilités similaires serait un plus.
Détenir le Permis de chasser (ou acquisition durant le poste).
Détenir le Permis embarcation (ou acquisition durant le poste).

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Madame Catherine LHOTE, Déléguée régionale Grand Est, par téléphone au 03.87.52.12.55 ou par courriel à catherine.lhote@oncfs.gouv.fr

Ou

Monsieur Ludovic LE MARESQUIER, Délégué régional adjoint, par téléphone au 06.98.14.32.88 ou par courriel à ludovic.le-maresquier@oncfs.gouv.fr

Ou

Madame Eveline NIVOIS, Ingénieure à la cellule technique de la DR Grand Est, par téléphone au 03.87.52.92.64 ou par courriel à eveline.nivois@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 28 février 2018, -**terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Parc national des Calanques

Appel à candidature
Chargé (e) mission en police judiciaire - contrôles terre / mer

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public créé en avril 2012, placé sous la tutelle du Ministère de la transition écologique et solidaire. Il est en phase de développement et de construction. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, au sein de l'équipe en place, à l'expérience enrichissante de contribuer au fonctionnement d'un établissement récent.
Le Parc national des Calanques est chargé de missions de protection des patrimoines naturels, culturels, paysagers, et d'accueil du public, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha. Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'une grande métropole européenne, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour concilier la préservation des patrimoines et la coexistence de multiples activités humaines.

Conditions d'accès au poste

Poste de catégorie A ou B +, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.
Poste à temps complet.

Profil recherché

5 à 10 ans d'expérience professionnelle confirmée sur des postes comportant des missions de police judiciaire.
Inspecteur (trice) de l'environnement commissionné (e) et assermenté (e).
Agent astreint au port d'équipement de défense dont certains relèvent de la catégorie des armes.

Positionnement du poste

L'action de police de l'environnement est une des missions piliers de l'Etablissement public du Parc national concourant à la préservation et à la gestion des patrimoines. Elle s'exerce sous l'autorité hiérarchique du directeur de l'Etablissement qui fixe les lignes, forces et orientations prioritaires de cette mission sur le territoire du Parc national des Calanques. Elle est mise en œuvre en cohérence avec les missions de sensibilisation et d'éducation, de gestion du territoire conduites par l'Etablissement et s'inscrit pour son pendant judiciaire dans le cadre de la politique pénale arrêtée par le Procureur de la république auprès du Tribunal de Grande Instance de Marseille.

Les relations nouées avec le Parquet de Marseille et la collaboration interservices qui est en place sont essentielles pour l'Etablissement. Gage d'efficience, elles permettent en outre un partage de culture et valorisent l'action du Parc national des Calanques en matière de police de l'environnement vis-à-vis des partenaires territoriaux et du grand public.

La Mission « Police de l'environnement » comprend deux agents permanents : le responsable de la mission, membre du comité de direction, et un (e) chargé (e) de mission en police judiciaire - contrôles terre / mer. Elle bénéficie d'un appui de personnel à temps partiel en secrétariat.
Le responsable de la mission, placé auprès du directeur, exerce une autorité fonctionnelle sur l'ensemble des personnels chargés de police de l'environnement. Il valide l'ensemble des opérations de police pilotées, est informé de toutes actions répressives menées par les personnels du Parc national. Il assure en outre le pilotage de la police administrative et conduit une démarche de progrès.

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au responsable de la mission « Police de l'environnement».
Le (la) titulaire du poste anime l'ensemble des contrôles de terrain effectués à terre et en mer. Il (elle) pilote l'action des inspecteurs de l'environnement en matière de police judiciaire et est désigné (e) correspondant (e)

auprès du Parquet. Il (elle) travaille en lien étroit avec le coordinateur de l'action territoriale et les responsables de secteurs.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé (e) du suivi des procédures judiciaires et de l'animation des contrôles effectués à terre et en mer.
Il (elle) est assermenté (e) et commissionné (e) au titre des articles L.172-1, L.331-18 et 19 du code de l'environnement et reçoit la qualification d'inspecteur de l'environnement.
Il est placé sous l'autorité du Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Marseille dans le cadre de ses fonctions judiciaires.
Il (elle) travaille en lien étroit avec l'autorité judiciaire et assure le cas échéant les constitutions de partie-civile. Une très bonne connaissance des rouages de la chaîne pénale est nécessaire.

Activités principales

Le (la) titulaire du poste sera principalement chargé(e) sous l'autorité du responsable de la mission « Police de l'environnement » de :

- animer la politique de contrôles à terre et en mer
- participer aux opérations de contrôle internes et interservices
- mettre en œuvre les instructions internes à l'Etablissement en matière de police de l'environnement dans leur composante judiciaire
- contribuer au maintien en condition opérationnelle des inspecteurs de l'environnement de l'établissement (une vingtaine)
- contribuer à la gestion administrative des inspecteurs de l'environnement : formation, assermentation, commissionnement, protection fonctionnelle,
- élaborer un plan et programme de contrôle de l'Etablissement dans sa composante judiciaire
- administrer les différents outils (OSPC, CRPV, application commissionnement…)
- rapporter aux autorités administratives et judiciaires sur le volet pénal
- assurer le suivi des procédures judiciaires : connaitre les suites pénales, répondre au soit transmis, contestation, demande d'indulgence, transmission des impayés, participation aux audiences
- délivrer conseils juridiques et d'opportunités à la direction et aux équipes techniques et territoriales
- animer les groupes de travail internes sur l'exercice de la police de l'environnement.

Activités spécifiques

Assurer l'intérim du responsable de la mission et la continuité de service dans le domaine de la police de l'environnement.
Suppléer la direction dans la représentation des parcs nationaux sur plusieurs groupes de travail de l'AFB et inter-parcs (déploiement généralisé d'OSCEAN)
Suppléer la direction dans la représentation de l'établissement public dans différentes instances (MISEN, GOC, COLAEN…).

-

Profil, compétences et connaissances requises

Le (la) titulaire du poste devra disposer d'une solide expérience professionnelle en matière de police judiciaire et d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel.

- Inspecteur de l'environnement commissionné et assermenté souhaité
- Connaissances des institutions pénales et des politiques publiques
- Connaissances en droit public, droit de l'environnement, de l'urbanisme et droit pénal
- Connaissance de la composante administrative de la police de l'environnement
- Compétences en matière de sécurité des contrôles et interventions de police
- Port d'équipement de défense dont certains relèvent de la catégorie des armes
- Connaissance des techniques managériales
- Rigueur, discrétion et sens politique
- Goût pour l'action de terrain
- Esprit d'initiative et d'organisation
- Capacités de communication
- Sens du travail en équipe

- Maîtrise des logiciels bureautiques et cartographiques
- Intérêt pour les problématiques environnementales indispensable
- Compétences naturalistes appréciées
- Permis B

Localisation du poste

Siège de l'Etablissement public du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 4 juin 2018.

Modalités de dépôt des candidatures

Indication à préciser : Candidature pour le poste de **Chargé de mission en police judiciaire - contrôles TERRE MER**

Merci d'adresser **pour le 23 mars 2018 au plus tard**, une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et du dernier arrêté de situation administrative à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141, avenue du Prado
13008 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter :

Domitille Pélissier, chargée de Police administrative, par mail : domitille.pelissier@calanques-parcnational.fr , ou Nicolas Chardin, Directeur adjoint nicolas.chardin@calanques-parcnational.fr

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien, à Marseille, la semaine du 2 avril 2018.
La non-réception d'une convocation à l'entretien équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront néanmoins une réponse aux termes de la procédure.

Appel à candidature
Assistante administrative chargée de la
gestion administrative des autorisations
au titre de la règlementation spéciale en cœur de Parc

Contexte

Le Parc national des Calanques, créé par le décret modifié n° 2012-507 du 18 avril 2012, est un outil de protection de l'environnement d'excellence au niveau français sur un territoire reconnu au niveau international pour la qualité de ses patrimoines naturels, paysagers et culturels. Il est géré par un établissement public à caractère administratif, opérateur du ministère de la transition écologique et solidaire.

Outre son rôle de coordination, d'animation et de sensibilisation sur le territoire, l'établissement du Parc national dispose d'un levier réglementaire lui permettant d'encadrer les activités susceptibles d'impacter les patrimoines, ce par la prise de décisions autorisant ou non ces activités dans le cœur de Parc national. Sont notamment concernés : les travaux, les manifestations sportives ou culturelles, les prises de vue (…) réalisés dans le cœur du Parc national. Ce sont 346 décisions individuelles qui ont ainsi été prises en 2017, avec des niveaux de complexité administrative et technique variables.

A l'instar des régimes généraux applicables sur l'ensemble du territoire national (loi sur l'eau, ICPE, code de l'urbanisme…), le processus d'instruction des demandes requiert une rigueur administrative forte pour la gestion des délais, les vérifications de complétude, les relations avec les services associés à l'instruction (services urbanisme des collectivités, services de l'Etat…) et in fine la qualité des actes réglementaires pris par l'établissement et leur sécurité juridique.

Conditions d'accès au poste et profil recherché

Recrutement ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou, à défaut, aux agents contractuels.
Poste équivalent à la catégorie B ou C expérimenté.
Poste **à mi-temps.**

Positionnement du poste

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au Secrétariat général de l'Etablissement public du Parc national et affecté à la Mission Police de l'environnement qui coordonne l'exercice de la police administrative, de l'instruction au contrôle, sur l'ensemble de l'Etablissement et met progressivement en place un guichet unique dans le cadre d'une démarche de progrès en cours.

Il/elle travaillera en lien étroit avec les chargés de mission référents ayant la charge de l'instruction au niveau technique, dans les différents pôles, notamment le pôle aménagement du territoire, gestion et paysage pour l'activité Travaux.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé(e) de la gestion administrative des dossiers de demande d'autorisation adressés au Parc national :

- Création du dossier papier et numérique,
- Vérification primaire de complétude,
- Préparation des documents administratifs : fiche navette, demandes de pièces complémentaires, courriers,
- Renseignement et suivi de tableaux de bord,

- Archivage des dossiers,
- Publication des Décisions Individuelles sur le RAA électronique de l'Etablissement.

Volet Police administrative
- Notification des actes (rapports de manquement, mise en demeure) par voie postale,
- Suivi du tableau de bord des procédures administratives.

Volet Police judiciaire
- Transmission des procédures judiciaires au Parquet de Marseille,
- Transmissions des amendes forfaitaires impayées à l'Officier du Ministère Public / Tribunal de Police,
- Transmission des requêtes et contestations d'amendes forfaitaires à l'Officier du Ministère Public / Tribunal de Police.

Compétences techniques et organisationnelles recherchées

- Bonne connaissance de l'organisation, du fonctionnement d'une structure administrative et des circuits de procédure ;
- Maîtrise des outils bureautiques (WORD, EXCEL, POWERPOINT, OPEN OFFICE) ;
- Qualités rédactionnelles, orthographe ;
- Maîtrise des techniques de classement et d'archivage ;
- Bonne organisation du travail ;
- Rigueur professionnelle ;
- Disponibilité.

Compétences relationnelles recherchées

- Sens des relations publiques, goût du contact et du travail en équipe ;
- Qualités d'écoute et de reformulation ;
- Maîtrise de soi ;
- Discrétion et confidentialité.

Profil souhaité

5 ans d'expérience professionnelle dans le suivi administratif de régimes réglementaires ou autres processus administratifs complexes.
Intérêt pour les questions environnementales apprécié.

Localisation du poste

Siège de l'Etablissement public du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Emploi <u>à mi-temps.</u>

<u>Date de prise de poste souhaitée : le 3 avril 2018.</u>

Modalités de dépôt des candidatures :

Merci d'adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Bât. A, 141 avenue du Prado
13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : **contact@calanques-parcnational.fr**

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 8 mars 2018.

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole
14, place de Louvain
B -1000 BRUXELLES

Délégué adjoint pour les affaires agricoles européennes

<table>
<tr><th colspan="3">Catégorie A+ ou A
Délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles européennes</th></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant au 1er avril</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La Représentation Permanente est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes. Le Service agricole de cette Représentation assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole.
Le Délégué pour les affaires agricoles est porte-parole de la France au Comité spécial Agriculture (CSA), instance qui prépare les réunions – généralement mensuelles - du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE. Le Service agricole participe à la préparation de ces réunions, et rédige en outre les comptes rendus des débats du CSA, du Conseil et de la Commission agriculture du Parlement européen.
Ses membres participent également à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets agricoles européens.</td></tr>
<tr><td>Objectif du poste</td><td colspan="2">Assurer les fonctions d'Adjoint au Délégué pour les affaires agricoles européennes. Il s'agit de participer à l'élaboration de la position française, s'efforcer de l'expliquer et de la faire partager aux autres parties prenantes des négociations, et rendre compte du déroulement de celles-ci aux autorités nationales</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Dans le cadre d'un fonctionnement en binôme avec un autre adjoint du délégué, le titulaire du poste sera plus spécifiquement chargé du suivi :
- Des dossiers relevant du 2e pilier de la PAC ;
- Des dossiers relevant du champ du règlement « OCM unique » : problématiques transversales liées à ce règlement, et suivi des filières de productions végétales ;
- Des dossiers d'aides d'Etat ;
- Des signes de qualité et de l'agriculture biologique ;
- Ainsi que du suivi, pour le compte du Service agricole, des dossiers environnementaux et énergétiques ayant un impact sur le secteur agricole (dossiers sur lesquels les services environnement et énergie de la RP sont chefs de file).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Le SGAE ;
- Les services d'administration centrale ;
- Les institutions européennes (fonctionnaires de la Commission, du Parlement, du Secrétariat général du Conseil, membres des délégations des 27 autres Etats membres) ;
- Les bureaux de représentation à Bruxelles des organisations professionnelles agricoles et des régions françaises.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) ;
- Connaissance de la PAC ;
- Connaissance du fonctionnement institutionnel de l'UE appréciée ;
- Culture juridique.</td><td>Savoir-faire
- Sens du contact : qualités relationnelles indispensables
- sens de la négociation et du dialogue
- curiosité intellectuelle, capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles
- Capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais
- Discrétion
- Réactivité et esprit d'initiative
- Capacité à travailler en équipe
- grande disponibilité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Virginie Jorissen, déléguée pour les affaires agricoles européennes (RP)
Tél : +32 2 229 83 73 – virginie.jorissen@diplomatie.gouv.fr
M. Frédéric Michel, sous-directeur des affaires européennes (MAA, DGPE)
Tél : 01 49 55 45 57 – frederic.michel4@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>